

	Opportunités	Menaces	
Politique	- Les différentes politiques publiques françaises jouent un rôle clé dans le développement des professions libérales et influencent l'activité d'Interfimo. En effet, L'État a mis en place plusieurs dispositifs pour encourager l'installation, la croissance et la pérennité de ces professions, ce qui va avoir un impact sur la demande de financement. - Les aides à la création et à la reprise d'entreprise (ACRE) sont destinées aux créateurs ou repreneurs d'entreprise. Elles consistent à percevoir une partie des allocations chômage sous forme de capital, sous certaines conditions. Depuis le 1er juillet 2023, le montant de cette aide correspond à 60 % des droits restants à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. - L'entreprise Interfimo doit suivre les réglementations bancaires et financières française et par la même occasion, européenne. Dans ces réglementations, nous pouvons trouver les accords Bâle III qui mettent en avant un renforcement du niveau et de la qualité des fonds propres ainsi qu'une meilleure gestion des risques de liquidités. Ce qui peut influencer la capacité de la marque Interfimo à accorder des crédits. S'ajoute à ça, les différentes réglementations de la Banque centrale européenne (BCE), qui est responsable de l'euro €. Son rôle est donc de maintenir la stabilité des prix et donc le pouvoir d'achat des consommateurs. Elle dirige donc le taux directeur, que la société doit ensuite suivre. De plus, la régulation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), qui, rattachée à la Banque de France, veille au respect des normes prudentielles (Bâle III, solvabilité II, pour les assurances,...) des établissements financiers. Interfimo doit ainsi se conformer aux exigences de fonds propres et de gestion des risques. - Dans le cadre du plan Indépendants présenté par le président de la République et visant à offrir un environnement juridique, fiscal et social plus simple et protecteur pour les indépendants, Bruno Le Maire et Olivia Grégoire ont présenté le 8 février 2023 une ordonnance relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées. Fruit de près de deux années de concertation, cette ordonnance simplifie, rend plus lisible et sécurise le cadre juridique applicable à l'exercice en société des professions libérales réglementées. Elle offre également de nouveaux outils de développement aux professionnels, tout en renforçant la protection de leur indépendance. Entrée en vigueur le 1er septembre 2024 (entreprise.gouv.fr)	- L'instabilité politique en France. - La réforme des retraites et du statut des indépendants. - La complexité et l'opacité des règles régissant ce mode d'exercice, se révélaient dissuasives pour de nombreux professionnels souhaitant passer à la forme sociétaire (entreprise.gouv.fr) - L'absence de reconnaissance explicite des professions libérales dans les attributions ministérielles peut entraîner un manque de soutien politique et de représentation pour ce secteur. (UNAPL)	
	Macro	Micro	Macro
			Micro

Economie	- 700 000* professionnels libéraux réglementés (PLR) répartis en trois grandes familles : professions de santé, professions juridiques ou judiciaires et professions techniques et du cadre de vie. Si l'exercice individuel est encore majoritaire, l'exercice en société rencontre un succès croissant chez les professionnels libéraux. (entreprise.gouv.fr)	- Les professions libérales sont perçues favorablement par les banques en raison de leur faible taux de défaillance, facilitant l'accès au crédit pour ces professionnels. (creditprofessionnel.com)	- L'inflation de ces derniers mois/années, impacte la rentabilité des professions libérales: l'augmentation des prix de l'énergie, des loyers, des équipements... impacte directement les charges des professions libérales. Cela peut créer des difficultés pour rembourser un crédit. De plus, certains professionnels libéraux (avocats, consultants,...) peuvent voir leur chiffre d'affaires diminuer, car leurs clients décident eux aussi, de restreindre leurs dépenses. - Les mesures d'austérité budgétaire, telles que la réduction de la dépense publique de 40 milliards d'euros en 2025, pourraient entraîner des coupes dans les aides et subventions, affectant indirectement les professions libérales. (lemonde.fr)	
	Macro	Micro	Macro	Micro
Social	- Le vieillissement de la population française augmente la demande de services professionnels, notamment dans les secteurs de la santé et du droit, offrant ainsi de nouvelles opportunités pour les professions libérales.	- De plus en plus de travailleurs choisissent de s'établir à leur compte pour bénéficier d'une plus grande autonomie et flexibilité. Le nombre de professions libérales en France est en augmentation depuis plusieurs années. Selon l'Union nationale des professions libérales (UNAPL), elles représentent aujourd'hui près de 1,7 million d'entreprises. De plus en plus de travailleurs choisissent de s'installer à leur compte pour bénéficier d'une plus grande autonomie. - TPE libérales au sein de l'économie Française, qui représentent 40% du tissu productif français, 3 millions d'actifs et 1,3 million de salariés, les professions libérales restent dans l'angle mort du gouvernement. Pour rappel, les professionnels libéraux conseillent, soignent et défendent 5 millions de Français chaque jour et occupent à ce titre une place déterminante dans la vie de nos concitoyens.		- Les jeunes professionnels libéraux préfèrent s'installer ou être salariés d'un groupe. Tandis que, de plus en plus de professionnels avec de l'expérience décident de s'installer en libéral. Ce qui rend la vente de certains prêts tels que: "première installation", plus difficile. Face à cette croissance, - La financiarisation croissante des cabinets médicaux et autres structures libérales peut compromettre l'indépendance professionnelle et la qualité des services offerts. (lefigaro.fr x chatgpt) Ces fonds financiers sont notamment accusés d'imposer, une fois qu'ils ont la main sur une structure, des exigences de gestion contradictoires avec le bon fonctionnement du système de soins, comme une multiplication des actes et examens particulièrement bien rémunérés.

Technologie	La transition numérique touche l'ensemble du secteur bancaire et financier. Tout comme les particuliers ou professionnels, les professionnels libéraux recherchent des solutions de financement numériques et facilement accessibles en ligne et rapides. Les services de banques en ligne proposent différents services à leurs clients, tel que des simulateurs de prêts et d'aides, les signatures électroniques, la banque en ligne...Ce qui facilite donc les processus et fait un gain de temps pour le professionnel. - La digitalisation permet aux professions libérales d'optimiser leurs processus administratifs et d'améliorer la relation client, augmentant ainsi leur efficacité et leur compétitivité.	- les clients attendent des garanties en matière de protection et de confidentialité de leurs données. Les banques et sociétés financières, mettent donc en place des solutions de cryptage, d'authentification renforcée, de protection contre la fraude... - L'adoption insuffisante des technologies numériques peut entraîner un retard par rapport aux concurrents et une diminution de la satisfaction client.
Ecologie	- De plus en plus professionnels libéraux adoptent une approche plus respectueuse de l'environnement, en réduisant leur empreinte carbone et en intégrant des pratiques écoresponsables dans leur quotidien. Les cabinets cherchent à limiter leur consommation de papier, privilégient le numérique et optent pour des locaux moins énergivores. Certains choisissent même des véhicules électriques ou hybrides pour leurs déplacements, favorisant des solutions de financement adaptées à ces équipements. Ce qui amène même les banques et sociétés financières, à créer des offres "mobilité verte"	- Le non-respect de mesures écologiques par une entreprise peut engendrer des amendes et nuire à leur réputation
Légal	- Les professionnels libéraux (réglementés) doivent respecter des normes strictes en matière d'installation, de fonctionnement et d'exercice professionnel. -Certains dispositifs permettent aux indépendants de bénéficier d'avantages fiscaux, comme l'amortissement des investissements professionnels ou les exonérations sur certains prêts. -Les normes liées à la cession d'une activité. L'Etat met en place des lois qui facilitent la transmission des activités libérales.	- Les évolutions réglementaires, telles que les restrictions sur la participation des fonds d'investissement dans les cabinets libéraux, peuvent limiter les sources de financement pour ces professionnels. (lefigaro)